

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 MARS 1911.

Projet de loi approuvant le Protocole additionnel à la Convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Dans sa séance du 29 avril 1910, la Chambre a adopté, à l'unanimité, le projet de loi approuvant les conventions et la déclaration annexées à l'Acte final de la deuxième Conférence de la Paix et signées, le 18 octobre 1907, par la Belgique et les Puissances représentées à la dite Conférence.

Parmi les douze conventions ainsi signées à La Haye et qui ont reçu l'approbation du Parlement belge, figurait celle relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises.

Le rapport déposé, le 14 avril 1910, au nom de la Commission chargée d'examiner le Projet de loi approuvant les conclusions de la deuxième Conférence de La Haye, a marqué toute l'importance de cet organisme juridique nouveau, qui empêchera le retour des abus dont tant de guerres ont offert le spectacle.

Certes, et il faut le regretter, l'accord international n'est pas encore parvenu à consacrer le principe de l'inviolabilité de la propriété sur mer et la suppression de la contrebande. Mais, du moins, l'exercice du droit de capture se trouve désormais réglementé et soumis à une juridiction supérieure à celle des Tribunaux nationaux.

Le nouvel organisme ne doit pas être confondu avec une Cour permanente de justice arbitrale, dont l'institution serait contraire au principe même de l'arbitrage basé sur le libre choix des juges.

(1) Projet de loi, n° 60.

(2) La Commission, présidée par M. De Sadeleer, était composée de MM. Carton de Wiart, Destree, Franck, Gillès de Pelichy.

La juridiction des Prises reste exercée au premier degré par les tribunaux du belligérant capteur. Mais les décisions des tribunaux nationaux peuvent faire l'objet d'un recours devant une Cour internationale dont la composition, la compétence et la procédure sont soigneusement réglées. D'autre part, le droit essentiel de tout État de ne pas voir les décisions de ses tribunaux de prises infirmées par une juridiction dans laquelle il ne serait pas représenté a été sauvegardé par l'article 16 qui stipule qu'une Puissance belligérante peut toujours demander que le juge nommé par elle prenne part au jugement de toutes les affaires provenant de la guerre. Chaque belligérant peut, en outre, désigner un officier de marine d'un grade élevé qui siégera en qualité d'assesseur avec voix consultative.

Ainsi que le disait M. Léon Bourgeois, voici donc qu'une Cour supérieure aux juridictions nationales est créée, que le capturé aura recours devant elle contre la décision du tribunal national qui l'a condamné, et voici que devant l'univers civilisé une sentence internationale sera rendue qui brisera la décision injuste du Tribunal national des prises. N'est-ce pas le droit s'élevant enfin au-dessus des intérêts et des passions des États?

Après la clôture de la Conférence de La Haye, l'Angleterre a invité l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, la Russie, les Pays-Bas et les États-Unis à prendre part à une Conférence navale internationale. Cette Conférence s'est réunie à Londres, le 4 décembre 1908. Ses travaux ont abouti, le 26 février 1909, à la signature d'une Déclaration qui détermine les règles du droit maritime, notamment en matière de blocus, de contrebande de guerre, d'assistance hostile, de destruction des prises neutres, de transfert de pavillon, de convoi et de visite. Cette Déclaration, en mettant fin aux divergences qui existaient jusqu'à présent dans la doctrine et dans la pratique internationale, uniformise dans une large mesure les règles du droit de la mer. Elle est de nature à rendre plus aisée la tâche de la Cour internationale des Prises.

D'autre part, — ainsi que l'explique l'exposé des motifs du projet actuel, — le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, jugeant que des difficultés d'ordre constitutionnel s'opposaient à ce qu'il ratifiât sous sa forme primitive la convention relative à l'établissement d'une Cour internationale des Prises, signée le 18 octobre 1907 à l'issue de la deuxième Conférence de la Paix, a pris l'initiative de faire proposer aux Puissances signataires de cette Convention d'y apporter certaines modifications.

Celles-ci font l'objet d'un protocole additionnel qui a été communiqué au Gouvernement le 26 mai dernier, et dont l'approbation nous est aujourd'hui demandée.

« En signant le protocole additionnel, dit l'Exposé des Motifs, la Belgique ne contracte aucun engagement nouveau. Elle déclare ne point faire opposition à ce que la compétence de la Cour soit modifiée au regard de certains États dans le sens des exigences de leurs lois constitutionnelles. Elle admet que certaines dérogations soient apportées aux règles de procédure qui avaient été établies pour le recours devant la Cour internationale des Prises. »

A la vérité, l'article 1^{er} du protocole additionnel restreint, dans une mesure assez sensible, l'application du principe proclamé par la Convention de La Haye. Il autorise les puissances signataires de la Convention, — pour lesquelles des difficultés d'ordre constitutionnel s'opposent à l'acceptation, sous sa forme actuelle, de ladite Convention, — à déclarer dans l'acte de ratification ou d'adhésion que, dans les affaires de prises rentrant dans la compétence de leurs tribunaux nationaux, le recours devant la Cour Internationale des Prises ne pourra être exercé contre elles que sous la forme d'une action en indemnité du préjudice causé par la capture. Il s'en suivra que dans le recours exercé devant la Cour internationale des Prises sous la forme d'une action en indemnité, la Cour n'aura pas à prononcer la validité ou la nullité de la capture, non plus qu'à infirmer ou à confirmer la décision des tribunaux nationaux. L'action en revendication deviendra une action en dommages-intérêts.

Les motifs d'ordre constitutionnel invoqués par les Puissances qui ont pris l'initiative de ce protocole ou lui ont donné leur approbation préalable, et d'autre part, l'adhésion que cet instrument diplomatique a déjà reçue de la part des principaux États signataires de la Convention de La Haye, ont décidé votre Commission à se prononcer à l'unanimité pour l'adoption de ce projet de loi.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

L. DE SADELEER.

6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 MAART 1911.

Ontwerp van wet waarbij wordt goedgekeurd het Protocol toegevoegd aan het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof (¹).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIART.

. MIJNE HEEREN,

In hare vergadering van 29 April 1910 heeft de Kamer met algemeene stemmen aangenomen het wetsontwerp tot goedkeuring van de Verdragen en van de Verklaring, toegevoegd aan de Slotakte der tweede Vredes-Conferentie en den 18^e October 1907 onderteekend door België en de Mogendheden, op die Conferentie vertegenwoordigd.

Onder de twaalf Verdragen, aldus te 's Gravenhage onderteekend en waaraan het Belgische Parlement zijne goedkeuring hechtte, kwam voor het verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof.

In het verslag, op 14 April 1910 overgelegd namens de Commissie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot goedkeuring van de besluiten der tweede Conferentie van den Haag, werd gewezen op het hoog gewicht van deze nieuwe juridische instelling, waardoor de misbruiken, bij tal van oorlogen gepleegd, voortaan onmogelijk zullen worden.

Weliswaar — en het is te betreuren — zijn de natiën er nog niet in geslaagd het beginsel der onschendbaarheid van den eigendom op zee, alsmede de afschaffing van de contrabande met onderling goedvinden te bekrachtigen. Doch, ten minste, is de uitoefening van het buitrecht voortaan geregeld en onderworpen aan eene rechtsmacht hooger dan die der Nationale Rechtbanken.

De nieuwe instelling dient niet te worden verward met een bestendig Scheidsgerechtshof, waarvan de oprichting in strijd zou zijn met het beginsel zelf van het scheidsgerecht, berustende op de vrije keuze der rechters.

(1) Wetsontwerp. n° 60.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer De Sadeleer, was samengesteld uit de heeren Carton de Wiart, Destrée, Franck en Gillès de Pelichy.

De bevoegdheid om kennis te nemen van de geschillen over het al of niet deugdelijke der genomen prijzen blijft, in eersten aanleg, opgedragen aan de rechtbanken van den buitmakenden oorlogvoerende. Doch van de beslissingen der nationale rechtbanken kan men in beroep komen bij een Internationaal Hof, waarvan de samenstelling, de bevoegdheid en de rechtspleging zorgvuldig zijn geregeld. Anderzijds, werd het hoofdzakelijk recht van elken Staat, de beslissingen zijner prijsrechtbanken niet te zien verbreken door eene rechtsmacht waarin hij geen vertegenwoordiger zou hebben, gevrijwaard door artikel 16, hetwelk bepaalt dat eene oorlogvoerende Mogendheid altijd kan vragen, dat de door haar benoemde rechter deelneemt aan de berechting van alle zaken, uit den oorlog voortvloeiende. Elke oorlogvoerende heeft daarenboven het recht, een zeeofficier van hoogen rang aan te wijzen, die als bijzitter en met raadgevende stem zitting zal hebben.

Zooals de heer Léon Bourgeois zegde : nu is opgericht een Hof dat boven de nationale rechtbanken staat; de prijsgemaakte kan daarbij in beroep komen van de uitspraak der nationale rechtbank die hem veroordeelde en onder het oog van de beschaafde wereld zal voortaan een internationaal vonnis worden gevelde, dat de onrechtvaardige beslissing der nationale Prijsrechtbank zal verbreken. Is dit niet het recht zich eindelijk verheffende boven de belangen en de hartstochten van de Staten?

Na het sluiten van de Conferentie van den Haag, werden Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, Spanje, Frankrijk, Italië, Japan, Rusland, Nederland en de Vereenigde Staten door Engeland uitgenoodigd om deel te nemen aan eene internationale Zeevaart-Conferentie. Deze Conferentie vergaderde te Londen op 4 December 1908. Hare werkzaamheden werden op 26 Februari 1909 gesloten door het onderteekenen van eene Verklaring, waarbij de regelen van het Zeerecht worden bepaald, namelijk in zake van blokkade, oorlogscontrabande, vijandelijke hulp, vernieling van prijzen toebehoorende aan onzijdigen, overdracht van vlag, begeleiding en onderzoek. Deze Verklaring maakt een einde aan de strijdigheid van meenigen die tot nu toe bestond in de rechtsleer en in de internationale practijk; zij brengt in groote mate eenheid in de internationale regelen die het Zeerecht beheerschen. Zij is geschikt om de taak van het Internationaal Prijzenhof gemakkelijker te maken.

Anderzijds, — zooals is uiteengezet in de toelichting van het aanhangig ontwerp — daar de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika oordeelde, dat bezwaren van grondwettelijken aard haar niet toelieten het Verdrag nopens de vestiging van een Internationaal Prijzenhof, op 18 Oktober 1907 onderteekend na de tweede Vredes-Conferentie, in zijn aanvankelijken vorm te bekrachtigen, nam zij het initiatief, aan de Mogendheden, die dat Verdrag onderteekenden, te doen voorstellen om daarin enkele wijzigingen te brengen.

Deze wijzigingen maken het voorwerp uit van een toegevoegd protocol, dat op 26 Mei laatstleden aan de Regeering werd medegedeeld en waarvan de goedkeuring ons thans wordt gevraagd.

« Door het toegevoegd protocol te onderteekenen, zegt de toelichting, gaat België geenerlei nieuwe verbintenis aan. Het verklaart er zich niet tegen te verzetten, dat de bevoegdheid van het Hof gewijzigd worde ten opzichte van sommige Staten, met het oog op de vereischten hunner constitutioneele wetten. Het stemt erin toe, dat sommige afwijkingen worden gebracht aan de reeds vast gestelde regelen van rechtspleging tot verhaal voor het Internationaal Prijzenhof. »

Weliswaar wordt de toepassing van het beginsel, gehuldigd door het Verdrag van den Haag, in nog al gevoelige mate beperkt door artikel 1 van het toegevoegde protocol. Het machtigt de mogendheden, die het Verdrag onderteekenden — en welke door bezwaren van grondwettelijken aard belet zijn bedoeld Verdrag in zijn huidigen vorm aan te nemen — te verklaren in de akte van bekrachtiging of van toetreding, dat, in prijszaken behorende tot de bevoegdheid harer nationale rechtbanken, hooger beroep bij het Internationaal Prijzenhof tegen haar slechts kan worden ingesteld als eisch tot vergoeding der schade veroorzaakt door de prijsmaking. Daaruit zal volgen, dat ingeval van hooger beroep bij het Internationaal Prijzenhof, ingesteld bij wijze van een eisch tot schadevergoeding, het Hof geen uitspraak zal behooren te doen over de geldigheid of de nietigheid van de prijsmaking, noch de beslissing der nationale rechtbanken zal moeten vernietigen of bekrachtigen. De eisch tot terugvordering zal een eisch tot schadevergoeding worden.

De redenen van grondwettelijken aard, ingeroepen door de Mogendheden die het eerst het voorstel tot dit protokol deden of er hare voorafgaande goedkeuring aan hechtten en, anderzijds, de toetreding welke deze diplomatische oorkonde reeds bekwam vanwege de voornaamste Staten die het Verdrag van den Haag onderteekenden, hebben uwe Commissie er toe doen besluiten, dit wetsontwerp met algemeene stemmen goed te keuren

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

L. DE SADELEER.

